

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DE L'YONNE

Direction des Collectivités Locales
et des Affaires Economiques

1er Bureau

MR/MCN

Installation classée
soumise à autorisation

DCLAE-BI-87- 058

A R R E T E autorisant M. Jean-Marie Fromonot
à exploiter une porcherie sur le territoire de la
commune d'Annay sur Serein.

Le Préfet,
Commissaire de la République
du Département de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU** la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'Environnement, et son décret d'application du 21 septembre 1977 modifié,
- VU** le décret du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature officielle des installations classées,
- VU** la demande présentée par M. Jean-Marie Fromonot, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une porcherie sur le territoire de la commune d'Annay sur Serein, au lieudit "Les Tremblats",
- VU** les résultats de l'enquête publique à laquelle il a été procédé, pendant un mois, dans la commune d'Annay sur Serein,
- VU** l'avis du Commissaire enquêteur,
- VU** l'avis des conseils municipaux d'Annay sur Serein, Noyers sur Serein et Nitry,
- VU** l'avis des Chefs des services intéressés,
- VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 12 mai 1987,
- CONSIDERANT** que la demande a été soumise aux formalités réglementaires et que les dangers ou inconvénients de l'exploitation peuvent être prévenus par des mesures spécifiques de nature à protéger l'Environnement,
- SUR** la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture.

A R R E T E :

Article 1er - Sous réserve de la stricte application des mesures définies dans le présent arrêté pour la prévention des inconvénients ou dangers de son installation, M. Jean-Marie Fromonot est autorisé à exploiter une porcherie sur le territoire de la commune d'Annay sur Serein, lieudit "Les Tremblats" parcelles cadastrées H 224, H 225, H 226, H 227 et H 230.

Article 2 - L'installation devra être conforme aux plans et données techniques joints à la demande d'autorisation en tout ce qu'ils ne seront pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

.../...

Toute modification de l'implantation, des caractéristiques de l'installation, ou de l'activité qui y est menée, devra faire l'objet d'une demande préalable à M. le Préfet, Commissaire de la République du département de l'Yonne (Direction des Collectivités Locales et des Affaires Economiques - Bureau Urbanisme et Environnement), accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires.

Article 3 - La capacité maximale de la porcherie sera de 3040 animaux de plus de 30 kg en présence instantanée.

Article 4 - L'exploitation de la porcherie se fera sur lisier.

Article 5 - Tous les sols de la porcherie (couloirs de circulation), toutes les installations de stockage et d'évacuation du lisier (fosses de recueil des eaux résiduaires sous les cases des animaux, préfosse à la sortie de chaque bâtiment, fosse extérieure de stockage, canalisations reliant ces différents équipements) seront imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

A l'intérieur des bâtiments, le bas des murs, sur une hauteur d'un mètre au moins, sera imperméable, et maintenu en parfait état d'étanchéité.

Article 6 - Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes seront, soit dirigées vers les fosses de recueil des eaux résiduaires situées sous les bâtiments, soit collectées par un réseau d'égout et dirigées vers les préfosse situées à l'extérieur de chacun des deux bâtiments d'élevage.

Article 7 - Les eaux pluviales non polluées seront collectées par un réseau particulier.

Ces eaux seront dirigées vers des puisards.

Article 8 - La pente des sols de la porcherie (couloirs de circulation, etc...) autres que les caillebotis des sols des cases des animaux, et la pente des sols des installations annexes (aires extérieures revêtues, etc...) ne seront pas inférieures à 2 %.

La pente des fonds des fosses de recueil des eaux résiduaires situées sous les bâtiments d'élevage pourra être nulle à la condition que ces fosses soient équipées d'un système mécanique de chasse des eaux résiduaires qui sera mis en fonctionnement au moins une fois par mois pour provoquer un effet de chasse qui ne portera jamais sur un volume inférieur au volume d'eaux résiduaires produites pendant un mois ; sinon, les fonds des fosses de recueil des eaux résiduaires présenteront une pente qui ne sera pas inférieure à 2 %.

Les préfosse seront, soit couvertes, soit pourvues d'une clôture de sécurité efficace sur leur pourtour.

La pente des ouvrages d'évacuation (canalisations, etc...) des eaux résiduaires ne sera pas inférieure à 2 %.

A l'extérieur du bâtiment, l'écoulement à ciel ouvert des eaux résiduaires est interdit.

Article 9 - Le fond et les parois de la fosse de stockage des eaux résiduaires seront imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Le trop-plein de la fosse de stockage des eaux résiduaires est interdit.

La capacité de cette fosse à lisier devra permettre de stocker la totalité des eaux résiduaires de la porcherie produites pendant au moins deux cent quarante jours consécutifs.

La fosse à lisier sera pourvue d'une clôture de sécurité efficace sur tout son pourtour.

Article 10 - Les caractéristiques des eaux rejetées devront permettre au milieu récepteur, eaux superficielles (rivières, étangs, etc...), eaux souterraines, de satisfaire les objectifs de qualité qui leur sont assignés.

Le rejet direct ou indirect, à l'exclusion de l'épandage, dans une nappe souterraine, d'eaux résiduaires même traitées est interdit.

Article 11 - A l'exclusion de l'épandage des eaux résiduaires tel qu'il est réglementé ci-après, tout rejet direct dans le milieu naturel d'eaux résiduaires non traitées doit être physiquement impossible.

Les prescriptions particulières suivantes s'appliquent à l'épandage des eaux résiduaires :

- a - L'effluent sera soumis à une épuration naturelle par le sol sur les parcelles précisées au dossier (plans joints pour un total de 360 ha).
- b - Toute modification apportée au plan d'épandage joint à la demande d'autorisation devra être signalée à l'Inspecteur des Installations Classées, ainsi qu'à M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt (Service de l'Hydraulique).
- c - En aucun cas, la capacité d'absorption des sols ne devra être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.
- d - L'épandage est interdit :
 - . à proximité des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers,
 - . pendant les périodes où le sol est gelé,
 - . en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées,
 - . à l'aide des dispositifs d'aéro-aspiration générateurs de brouillards fins,
 - . par une méthode aérienne sur les sols d'une pente supérieure à 7 %.
- e - L'exploitant devra pouvoir indiquer à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées et du service chargé de la gestion et de la police du milieu récepteur le nombre de vidanges de la fosse réalisées dans les douze mois qui précèdent cette demande.

Article 12 - Les émissions d'odeurs provenant de la fosse de stockage ne devront pas constituer une source de nuisances perceptibles de la route départementale 956.

Les eaux résiduaires seront répandues superficiellement et enfouies par un labour qui se fera au plus dans les 24 heures après l'épandage.

Article 13 - L'épandage des eaux résiduaires se fera à plus de deux cent mètres de tout immeuble habité, ou habituellement occupé par des tiers, des terrains de camping agréés ou de sport.

Article 14 - L'exploitant luttera contre la prolifération des insectes en utilisant des produits autorisés.

Article 15 - Les animaux morts doivent être remis à l'équarrisseur.

Article 16 - Les conditions ainsi fixées ne peuvent en aucun cas, ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être ordonnées dans ce but.

Article 17 - La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers, tous moyens et voies de droit étant expressément réservés au profit de ces derniers pour les dommages que pourrait leur causer l'établissement dont il s'agit.

Article 18 - Faute par le permissionnaire de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui pourraient lui être imposées par la suite, la présente autorisation sera considérée comme nulle et non avenue.

Article 19 - La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où il s'écoulerait, à compter du jour de sa notification, un délai de trois^{ans} avant la mise en activité de l'établissement, ou une interruption de deux années consécutives de son exploitation, sauf cas de force majeure.

Article 20 - En cas de cession de l'établissement, le successeur ou son représentant doit en faire la déclaration à la Préfecture dans le mois qui suit la prise de possession.

Article 21 - M. Jean-Marie Fromonot est tenu de déclarer, sans délai et par tous moyens appropriés, à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seront de nature à présenter des dangers ou des inconvénients, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments.

Il est, en outre, tenu de fournir sous 15 jours, à l'Inspection des Installations Classées, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour le pallier et celles de nature à éviter qu'il ne se reproduise.

Article 22 - M. Jean-Marie Fromonot est tenu de laisser visiter l'ensemble des installations par les agents désignés à cet effet.

Article 23 - La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 24 - Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté sera affiché à la Mairie d'Annay sur Serein pendant une durée minimum d'un mois.

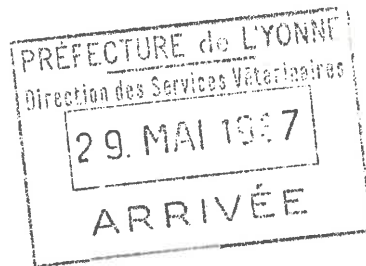
Une copie de l'arrêté sera conservée aux archives de la Mairie et pourra être consultée, sans frais, par les personnes intéressées.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces deux formalités sera dressé par M. le Maire d'Annay sur Serein et renvoyé à la Préfecture de l'Yonne (Direction des Collectivités Locales et des Affaires Economiques - 1er Bureau).

Un extrait de cet arrêté sera également publié aux frais du pétitionnaire et par les soins de M. le Préfet, Commissaire de la République, dans deux journaux locaux.

Article 25 - Une expédition du présent arrêté, notifié par la voie administrative à M. Jean-Marie Fromonot chargé d'afficher en permanence et de façon visible dans l'installation un extrait de cet arrêté, sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de l'Arrondissement d'Avallon,
- MM. les Maires de Annay sur Serein, Môlay, Nitry, Noyers sur Serein et Ste Vertu,
- M. le Directeur des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations classées,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales (Inspection de la Santé),
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement (HDS),
- M. le Chef du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Ingénieur en Génie Rural (Service Hydraulique),
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'Yonne,
- M. le Lieutenant-Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie de l'Yonne chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.



Auxerre, le **21 MAI 1987**

Pour le Préfet,
Commissaire de la République,
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Bertrand Baché

Pour expédition conforme,
Le Chef de Bureau Délégué,

97
Nelly Minard

